

19 JAN. 2026

**Arrêté n° 016/2026/DREAL/UD88 du
relatif aux modifications des installations sur le site de la société ETS GRANDIDIER
situés sur le territoire de la commune de Rehaincourt**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et, plus particulièrement des rubriques 2793 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000 autorisant les établissements GRANDIDIER à étendre l'unité de transit située sur le territoire de la commune de Rehaincourt, à la collecte des déchets industriels spéciaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 223/2014 du 23 janvier 2014 relatif à l'augmentation des volumes de déchets transitant sur le site des établissements GRANDIDIER situés sur le territoire de la commune de Rehaincourt ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1328/2014 du 26 juin 2014 portant constitution des garanties financières pour la mise en sécurité du site exploité par les établissements GRANDIDIER de Rehaincourt ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 931/2021/DREAL/UD88 du 22 novembre 2021 relatif au stockage des liquides inflammables dans une armoire spécifique ;
- Vu le porter à connaissance en date du 06 mai 2025 complété le 04 septembre 2025, des établissements GRANDIDIER informant l'inspection des installations classées d'un projet de modification des installations ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 novembre 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis aux établissements GRANDIDIER par courrier en date du 04 décembre 2025 ;

Considérant que les établissements GRANDIDIER n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 04 décembre 2025 ;

Considérant que le site des établissements GRANDIDIER a été régulièrement autorisé pour ses activités de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux soumises à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} : Modification des installations

La société Établissements GRANDIDIER, dont le siège social est situé 1 route de Moriville – 88330 – REHAINCOURT, est autorisée à modifier ses installations situées à la même adresse dans les conditions prévues dans son dossier déposé le 6 mai 2025 complété le 4 septembre 2025 susvisé et sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article premier de l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710</u>, <u>2711</u>, <u>2712</u>, <u>2717</u>, <u>2719</u>, <u>2792</u> et <u>2793</u>.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Huiles usagées : 535 t (594 m³) - Liquides non inflammables vrac : 60 m³ (60t) - Liquides non inflammables conditionnés : 8 m³ (8 t) - Liquides inflammables conditionnés : 4 m³ (4 t) - Solides pâteux conditionnés : 40 m³ (12 t) - Emballages souillés / matériaux souillés : 40 m³ (8 t) - Filtres à huile : 50 m³ (30 t) - Tubes fluorescent/lampes : 20 m³ - Aérosols : 10 m³ (2 t) - Piles usagées : 60 m³ (90 t) - Liquides inflammables vrac : 30 m³ en cuve (30 t) - Batteries usagées : 40 m³ en bac (40 t) - Acides conditionnés : 4 m³ (4 t) - Bases conditionnées : 4 m³ (4 t) - Phytosanitaires toxiques conditionnés : 1 m³ (1 t) - Produits comburants conditionnés : 1 m³ (1 t) Total de 932 m³ soit 829 tonnes 	A ¹

¹ A : Autorisation

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
3510	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement biologique ; • traitement physico-chimique ; • mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et <u>3520</u> ; • reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et <u>3520</u> ; • récupération / régénération des solvants ; • recyclage / récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques ; • régénération d'acides ou de bases ; • valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution ; • valorisation des constituants des catalyseurs ; • régénération et autres réutilisations des huiles ; • lagunage. 	<p>Reconditionnement et mélange d'huiles avant traitement sur un site externe</p> <p>Capacité de 22 tonnes par jour (8 000 tonnes par an)</p>	A
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de <u>la rubrique 3540</u>, dans l'attente d'une des activités énumérées <u>aux rubriques 3510, 3520, 3540</u> ou <u>3560</u> avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux :</p> <p>860 tonnes</p>	A
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées <u>aux rubriques</u></p>	<p>Stockage de 200 m³ de déchets non dangereux correspondant au 160 m³ initial + 1 benne plastique de 30 m³ et 1 benne carton de 10 m³</p>	D ²

²D : Déclaration

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
	<p><u>2710, 2711 et 2719.</u></p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000m³.</p>		
2793-2-b	<p>Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs ⁽¹⁾ (hors des lieux de découverte).</p> <p>2. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de produits explosifs.</p> <p>La quantité équivalente totale de matière active ⁽²⁾ susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Inférieure à 100 kg</p>	<p>Les airbags réceptionnés contiendront chacun une masse de matière active inférieure à 35 grammes. Chaque caisse permet le stockage de 52 airbags, soit une quantité de matière active de 1,82 kg par caisse. La quantité de caisses d'airbags réceptionnées sera limitée à 54 caisses. La quantité totale de matière active réceptionnée sera donc de 98,3 kg.</p>	DC ³
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ = DC</p>	<p>Le volume annuel de carburant distribué sera de 145 m³</p>	NC ⁴

³DC : Déclaration soumise à contrôle périodique par un organisme accrédité (Établissement non concerné par le contrôle périodique en raison du classement en A pour une autre rubrique).

⁴ NC : Non Classé

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique <u>2719</u> . Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ = DC	Le volume entreposé de DEEE et de tubes fluo et lampes est de 50 m ³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la <u>rubrique 2710</u> . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ = D	Le volume de pare-brise est de 50 m ³	NC

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total = DC</p>	<p>La quantité totale de la cuve de gasoil est de 20 m³ soit 16,6 tonnes</p>	NC

Article 3 – Stockage des déchets d'airbags (code déchets : 16 01 10*)

Les airbags sont réceptionnés et regroupés sur le site de Rehaincourt, dans un local ou alvéole de stockage initialement autorisé à recevoir des piles, équipé de 3 parois coupe-feu 2h, ainsi que d'un plafond coupe-feu 2h.

Article 4 – bassin de confinement complémentaire

La société ETS GRANDIDIER doit mettre en place un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant un volume minimal de 200 m³, en complément du bassin existant sur le reste du site. Ce bassin sera équipé d'une vanne de sectionnement normalement ouverte pour l'évacuation des eaux pluviales. En cas d'incendie, cette vanne sera fermée, permettant d'assurer le confinement nécessaire.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux établissements GRANDIDIER et dont copie sera déposée à la mairie de REHAINCOURT et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 19 JAN. 2026

Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI